

François Hollande défend une attractivité de la France qui ne sert plus à rien




Les trente grands patrons d'entreprises internationales qui ont été reçus par François Hollande sont repartis un peu perplexes. Très polis, ils ont écouté le discours new-look de la France. Ils ont pris note des initiatives annoncées par le président de la République, mais ils considèrent dans leur grande majorité que la gouvernance française est à côté de la plaque.

Avec Jean-Marc Sylvestre

Tous ces patrons, industriels et investisseurs qui représentent en France plus de 100 000 emplois ont d'abord été un peu surpris d'avoir droit à un tel traitement. "Il n'y a que dans les pays très centralisés, en Chine, en Russie, en Afrique et en Corée du nord que les patrons sont ainsi traités" explique l'un d'eux.

[\[LES AUTRES ARTICLES DE VOTRE BRIEFING ATLANTICO BUSINESS\]](#)

[Suivre @atlanticobiz](#)

 Like 15 people like this. [Sign Up](#) to see what your friends like.

Ailleurs, dans les grandes et vieilles démocraties, on se débrouille avec les chambres de commerce, les agences, les ministères et les collectivités locales dès qu'il s'agit d'implantations industrielles, mais la France sait encore recevoir sous les lambris de la République.

Au-delà du décorum, ils ont écouté avec beaucoup d'attention ce que le président français pouvait leur dire et "Franchement, rien de ce qui nous a été dit était choquant, dit l'un d'eux. On achète tout, ou presque."

Une agence pour l'export, la création d'un passeport pour les talents, des cartes de séjour, un visa spécial entrepreneur, des facilités d'installation pour les start-up étrangères, un régime de TVA applicable aux entreprises importatrices. Mais aussi des facilités d'investissement, des démarches allégées...

Toutes ces initiatives vont évidemment dans le bon sens, et aucun chef d'entreprise ne les rejettera, mais pour la plupart, le problème français n'est pas là.

Le problème français n'est pas un problème d'attractivité mais de compétitivité. L'écosystème français est trop lourd, trop coûteux, **les entreprises françaises ou étrangères installées dans l'hexagone n'ont pas la souplesse, la réactivité, la rentabilité et la visibilité** pour affronter un modèle de développement qui est désormais dominé par trois caractéristiques : une course à l'innovation, une pression concurrentielle, et un marché mondial.

La question de l'attractivité est secondaire. Il nous faut être attractif pour séduire les touristes, les étudiants, les grands professeurs, les meilleurs chercheurs, mais s'il s'agit d'être attractif pour attirer des usines et des ateliers de fabrication, ce

n'est pas le sujet.

Qu'on le veuille ou non, les entreprises étrangères ne viendront pas en France monter des usines. D'abord parce qu'on monte les usines à proximité des centres de consommation. Toyota restera encore longtemps comme le dernier exemple d'implantation réussie en Europe. Ensuite parce que l'industrie créatrice de main d'œuvre se développe surtout dans les pays émergents.

En revanche, nous devrions pouvoir attirer des centres de recherche, des activités à haute valeur ajoutée et des industries liées au savoir des nouvelles technologies. Nous devrions surtout être capables d'investir à l'étranger beaucoup plus que nous le faisons. Parce que la croissance industrielle se développe hors du continent européen. Elle peut revenir en Europe, mais pas au point de nous ramener le plein emploi.

La France a donc moins besoin d'attractivité que de compétitivité pour affronter la concurrence étrangère et de conquérir le monde. L'économiste Jean- Marc Daniel expliquait très justement hier sur Atlantico que **la France, compte tenu de sa démographie et de son degré de développement, devrait être exportatrice nette de capitaux**. Nous devrions pouvoir avec notre épargne acheter et investir à l'étranger. Seul moyen de sécuriser notre propre avenir.

Or, pour l'instant on essaie de faire tout le contraire. Attirer des usines qui ne viendront pas, attirer des capitaux pour qu'ils achètent des outils et des talents... Pourquoi pas, à condition que la réciprocité soit vraie.

Nous avons un besoin de compétitivité et de rentabilité pour voyager, exporter et investir. Un besoin énorme. L'attractivité, c'est autre chose. Le discours officiel tombe un peu à plat, du point de vue de l'efficacité économique. A moins qu'on assiste là à un nouvel épisode de communication politique à des fins de pédagogie.

Imaginons en effet que depuis une semaine François Hollande ne s'adresse pas aux chefs d'entreprise mais en réalité, cherche à être entendu de l'opinion publique française et de ses électeurs pour dire : La France n'est pas séduisante pour la croissance, pas attractive, il faut que nous Français fassions des efforts, il faut que nous français puissions ranger nos chambres pour que les visiteurs ne soient pas déçus. Il faut que nous réparions les ascenseurs, les fondations, et la toiture des maisons pour pouvoir travailler.

Si François Hollande fait en réalité passer ce message, alors la pédagogie sera utile. Sauf qu'il y avait une façon plus simple et plus crédible de le dire.

Le pacte de responsabilité n'est rien d'autre que l'obligation pour tous les acteurs de la sphère économique de faire son travail : les chefs d'entreprises, les salariés du privé (l'exemple du contrat de compétitivité signé chez Renault restera exemplaire), et ça concerne aussi tous les fonctionnaires. Ce n'est ni de droite, ni de gauche. Ça devrait être efficace si c'était bien géré. **C'est à dire autrement que par des comités et des commissions, des hauts conseils et des directoires.**